

Pour diffusion le 11 mars à 6 h 30

Communiqué de presse

En nombre déjà insuffisant dans les écoles du Québec

Le tiers du personnel professionnel songe à quitter, selon un sondage de la FPPE-CSQ

Montréal, le 11 mars 2021. – La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ), affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), dévoile aujourd'hui une enquête menée auprès de ses membres qui révèle que le tiers des professionnelles et professionnels songent à quitter leur emploi.

Le sondage a été mené en février dernier auprès des 10 000 professionnelles et professionnels membres de la Fédération au Québec. Près du tiers d'entre eux, soit 3 060 personnes, ont répondu à l'enquête.

Des données très préoccupantes

Le président de la FPPE-CSQ, Jacques Landry, qualifie donc de très préoccupantes ces données dans le contexte où il y a déjà un manque criant de professionnelles et professionnels de l'éducation dans le réseau scolaire pour venir en aide aux élèves ayant des besoins particuliers.

« Les raisons invoquées, par ordre d'importance, pour expliquer ce désarroi professionnel sont la lourdeur du travail (63 %), le manque de reconnaissance (49 %) et le salaire (41 %). Fait remarquable : parmi ceux qui envisagent de quitter leur emploi, la moitié d'entre eux opteraient en premier lieu pour un emploi similaire au privé. Cette donnée est très révélatrice puisqu'elle confirme que ce sont les conditions de travail, dans le secteur public, qui sont devenues intenable pour un grand nombre de professionnelles et professionnels », précise Jacques Landry.

Une surcharge de travail généralisée

Ce dernier ajoute qu'il ne faut pas se surprendre si les centres de services scolaires peinent non seulement à attirer des professionnelles et professionnels, mais également à garder en emploi celles et ceux qui se trouvent déjà dans le réseau scolaire. La cause directe est la surcharge de travail, qui est malheureusement généralisée.

Jacques Landry ajoute que cette lourdeur de la charge de travail s'explique par des raisons bien précises, qui ont été identifiées par 2 105 répondantes et répondants :

- 56 % l'attribuent au manque de ressources dans leur corps d'emploi, comme première raison;
- 51 % mentionnent également un manque de ressources dans d'autres catégories d'emploi (enseignant, personnel technique et de soutien).

Quant au manque de ressources professionnelles, les répondantes et les répondants au sondage croient qu'il est attribuable à une incapacité à combler les postes (66 %), à des difficultés à retenir les ressources professionnelles (59 %) et au non-remplacement des personnes absentes (58 %).

Des besoins d'aide non comblés pour de nombreux élèves

Le président de la FPPE-CSQ déplore que ce sont les élèves ayant besoin d'aide qui écopent des conséquences de ce sérieux manque de ressources professionnelles, additionné au grave problème d'attraction et de rétention du personnel.

« C'est clair qu'il y a un grand nombre d'élèves ayant des besoins particuliers qui ne reçoivent pas les services professionnels auxquels ils auraient droit. En effet, 78 % des répondants au sondage affirment que seuls les élèves ayant un problème jugé urgent ont accès à un service. De plus, 73 % considèrent qu'il leur est impossible de faire le nombre de suivis requis, alors que 66 % disent ne pas pouvoir faire d'interventions préventives », de mentionner le leader syndical.

Des négociations avec le gouvernement qui piétinent

Dans ce contexte, le président de la FPPE-CSQ juge cruciale la négociation actuellement en cours avec le gouvernement du Québec pour le renouvellement des conventions collectives du secteur public.

« Nous faisons face à un gouvernement qui prétend que l'éducation est sa priorité, mais qui ne propose rien de concret aux tables de négociation pour améliorer la situation actuelle, qui ne cesse de se détériorer. Les porte-parole du gouvernement se comportent comme s'ils ne réalisaient pas à quel point la situation est déjà très sérieuse et met en péril la réussite éducative et l'avenir de nombreux élèves dans nos écoles. Au moment actuel, l'offre qui est sur la table correspond annuellement à 75 dollars par professionnel pour bonifier l'ensemble des conditions de travail, ce qui est absolument ridicule », stipule le président Jacques Landry.

Ce dernier conclut en invitant le premier ministre François Legault à démontrer concrètement que son gouvernement a à cœur l'avenir de l'éducation publique au Québec en donnant le mandat à ses négociateurs d'identifier, avec nous, des mesures concrètes pour régler les problèmes urgents de manque de ressources professionnelles dans nos écoles.

Importante tournée québécoise

Notons, en terminant, que la FPPE-CSQ débutera, à compter de lundi prochain, une tournée médiatique à travers le Québec afin de dévoiler les résultats de son sondage par région et mobiliser ses membres en vue des négociations en cours.

Profil de la FPPE-CSQ

La Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) représente 19 syndicats regroupant 10 000 membres répartis dans la quasi-totalité des commissions scolaires du Québec, francophones, anglophones, Crie et Kativik. Elle compte parmi ses membres différentes catégories de personnel dans les secteurs administratif, pédagogique et dans les services directs aux élèves (entre autres, psychologues, psychoéducatrices et psychoéducateurs, orthophonistes, conseillères et conseillers d'orientation, orthopédagogues, etc.).

Renseignements

Claude Girard
Conseiller en communication
Cell. : 514 237-4432
Courriel : girard.claude@lacsq.org